

## Elaboration des budgets communaux

### Des élus locaux de l'UNIR/PS se dotent des connaissances nécessaires

Du 23 au 25 août, l'Union pour la renaissance/Parti sankariste (UNIR/PS) organise un atelier de formation au profit de ses élus locaux sur le thème: «Rôle du conseiller UNIR/PS dans l'exécution des budgets communaux». Les travaux ont débuté hier, au stade du 4-Août à Ouagadougou.



Le formateur Paul Déhoumon et le Dr Adama Dera (milieu) estiment que l'on ne puise pas les militants dans la nature, on les forme.

«*Vaut mieux avoir 100 militants accomplis plutôt que 1000 militants aventuristes*». Tel est le mot d'ordre de l'UNIR/PS à cet atelier de formation à la maîtrise du budget communal. Il s'agit au cours de ces 72 heures, «*d'outiller nos conseillers à l'élaboration du budget communal*» selon les explications du Dr Adama Dera, secrétaire national chargé de l'administration et représentant le président de l'UNIR/PS. Selon lui, «*tout budget est la traduction d'une politique*». Aussi le budget est-il l'instrument de mesure de la politique communale. En outre, il ne faut pas perdre de vue que l'ambition de tout parti politique est la conquête du pouvoir d'Etat. «*Notre objectif est d'occuper Kossyam le plus tôt possible*», a déclaré le Dr Dera. A l'orée de la présidentielle du 21 novembre prochain, les participants auront également droit à une communication sur le rôle et la tâche de l'élu local de l'UNIR/PS dans le processus électoral. Aussi,

le formateur Paul Déhoumon qui est chargé de programme à la Fondation Konrad Adenauer a souligné que pour ne pas être complice de la fraude dans les bureaux de vote, l'observateur de l'UNIR/PS doit faire preuve d'une vigilance sans faille. Il a par ailleurs, rappelé l'importance de la relation élu local-citoyen. Celui qui gère le budget, a-t-il dit, doit savoir qu'il gère l'argent du contribuable. Celui-ci a pleinement le droit et même le devoir de lui demander des comptes. C'est pourquoi la rationalité doit être de mise dans la gestion des ressources de la commune. La Fondation Konrad Adenauer qui soutient ce séminaire, vient boucler une série de formations et de travaux de recherche informationnelle pour les militants de l'UNIR/PS. Toute chose qui participe à l'éducation civique des citoyens, gage de la bonne gouvernance au Burkina Faso.

Elodie TAPSOBA  
(Stagiaire)



Etre des relais afin de permettre aux militants de l'UNIR/PS des différentes provinces de profiter de cet atelier de formation. Telle est la mission des participants.

## Initiative pauvreté environnement

### Des données fiables pour une bonne gestion des ressources naturelles

Le projet «Initiative pauvreté-environnement du Burkina Faso (IPE/BF) et l'étude sur l'évaluation économique de l'environnement et des ressources naturelles ont été officiellement lancés le lundi 23 août 2010 à Ouagadougou. La cérémonie présidée par le premier responsable de l'Environnement et du Cadre de vie, Salifou Sawadogo, avait pour objectif d'une part, de faire ressortir la valeur contributive de l'environnement à l'économie du pays et d'autre part, lutter contre la pauvreté pour un développement durable.



PH: IRE COMPROE

Le MECV, Salifou Sawadogo : «*Si la contribution de l'environnement à l'économie nationale paraît faible de nos jours, c'est parce qu'elle est sous-évaluée*».



Le représentant résident du PNUD au Burkina, Pascal Karorero : «*Les différents programmes qui doivent être pensés dans le cadre de la stratégie doivent avoir une estimation de la contribution de l'environnement*».

Lancée en 2005 par les Nations unies, l'Initiative pauvreté-environnement (IPE) est une initiative soutenue par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et le programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Elle vise l'intégration des questions environnementales dans le processus de planification et de budgétisation, afin de favoriser l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement. C'est pour orienter les acteurs dans la recherche de données fiables pour une bonne gestion des ressources naturelles du Burkina Faso que les travaux sur le projet IPE et l'étude sur le suivi-évaluation économique ont été ouverts lundi 23 août à Ouagadougou. Cette cérémonie de lancement officiel, selon le ministre de l'Environnement et du Cadre de vie (MECV), Salifou Sawadogo, s'inscrit dans un contexte mondial marqué par les crises financière, alimentaire, énergétique et environnementale. Faisant allusion au sinistre intervenu le 1er septembre 2009, M. Sawadogo a souligné «*qu'il*

*s'avère nécessaire de modifier nos modes de consommation et de production, si nous voulons inscrire nos actions dans la durabilité*». Il a poursuivi en disant que le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (OSLP) qui est en train de devenir la Stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCADD) pouvait constituer notre stratégie nationale de développement durable. En outre, le représentant-résident du PNUD, Pascal Karorero, a indiqué que l'Initiative pauvreté-environnement a connu un démarrage effectif

en juillet 2008. A cet effet, les résultats assortis ont permis la formulation d'un document de projet pour la mise en œuvre de sa première phase, ainsi que la signature intervenue, deux années après, par les parties concernées. «*L'IPE vise à amener les différents ministères, ainsi que les partenaires techniques et financiers à renforcer leur capacité à prendre en compte l'environnement dans l'établissement de leurs priorités et allocations budgétaires, en vue d'une meilleure gestion des ressources naturelles*», a noté M. Karorero. La mise en œuvre de l'IPE-Burkina sera conjointement faite par les deux ministères (Environnement et Finances). La première phase du projet est d'une durée de deux ans, de juillet 2010 à juin 2012, d'un coût global d'environ un milliard soixante douze millions de F CFA. En attendant, une étude comportant l'état des lieux pauvreté-environnement, l'analyse politique et institutionnelle de la gestion de l'environnement et du développement durable au Burkina Faso fera l'objet d'un atelier de validation les 24 et 25 août 2010 à Ouagadougou.

Afsétou SĀWADOGO



Les participants apporteront les informations nécessaires à des résultats tangibles.